

Europe : en 2016, 19 pays ont des niveaux de financement public de l'ESR inférieurs à 2008 (EUA)

Paris - Publié le jeudi 14 décembre 2017 à 16 h 36 - Actualité n° 108637

Depuis la crise financière de 2008, le fossé existant entre les systèmes d'enseignement supérieur dont le financement public augmente et ceux dont le financement baisse ne cesse de s'élargir ; par ailleurs, l'année 2012 a été la plus difficile en matière de réductions budgétaires, et toute reprise constatée aujourd'hui s'avère « lente et fragile » : tels sont quelques-unes des observations issues du rapport annuel de l'EUA, « 2017 Public Funding Observatory » qui présente « les dernières tendances » en matière de financement de l'enseignement supérieur en Europe et fournit les informations les plus récentes concernant 34 pays.

Le rapport montre notamment que l'évolution des effectifs étudiants ainsi que la dynamique économique influent sur le financement des universités. Quelques pays enregistrent des augmentations budgétaires liées au nombre d'étudiants et à la croissance du PIB, tandis que d'autres montrent la nécessité d'investir davantage pour accompagner ces évolutions.

Seuls 14 pays sur 34 ont un financement plus élevé en 2016 qu'en 2008, et huit d'entre eux, dont la France, montrent une croissance plus rapide de leur population étudiante par rapport à l'augmentation du financement des universités. En 2016, 19 pays ont des niveaux de financement public inférieurs à ceux de 2008.

Les coupes budgétaires nationales « nuisent à la capacité des universités à se livrer à une concurrence efficace pour l'obtention des subventions de l'UE », indique le rapport. L'insuffisance du financement européen a fait chuter de près de 10 % le taux de réussite global au sein de Horizon 2020.

Pour la première fois, Chypre est incluse dans le rapport. Cette dernière édition du Public Funding Observatory établit également une distinction entre les différents systèmes d'enseignement supérieur du Royaume-Uni, en fournissant des données distinctes pour l'Angleterre, l'Irlande du Nord, l'Écosse et le Pays de Galles.

« Suivre l'impact de la crise financière sur l'enseignement supérieur »



L'outil en ligne de l'EUA

Le Public Funding Observatory de l'EUA (PFO) est lancé en 2008 dans l'objectif de « suivre l'impact de la crise financière sur l'enseignement supérieur dans différents pays d'Europe », indique le rapport. L'EUA collecte des données quantitatives et qualitatives sur les financements publics des établissements d'enseignement supérieur européens, et « analyse les tendances à long terme et les changements plus récents ».

Le PFO est constitué d'un rapport et d'un outil en ligne, qui donne accès à l'ensemble des données sur le financement public des universités en Europe de 2008 à

2016. Celles-ci peuvent être consultées par pays et par année de financement.

Diverses trajectoires de financement sur le long terme dans la période 2008-2016

Les systèmes d'enseignement supérieur étudiés « suivent diverses trajectoires de financement sur le long terme dans la période 2008-2016 », indique le rapport.

- Des pays tels que l'Autriche, l'Allemagne et la Suède « présentent des modèles d'investissement durables, caractérisés par une croissance à la fois significative et soutenue du financement ».
- D'autres pays, tels que le Danemark, la France et les Pays-Bas, se caractérisent par des investissements « plus limités et plus lents ».
- Peu de systèmes se sont lancés dans un processus de reprise budgétaire : les signes d'investissement importants qui ont pu être observés interviennent en général après une période de réductions budgétaires significatives, par exemple en Islande ou au Portugal.
- Les pays caractérisés par des coupes budgétaires continues dans l'enseignement supérieur « présentent des caractéristiques aggravantes » (notamment l'Italie, la Lettonie et l'Espagne), indique le rapport.

Évolutions du financement public des universités par rapport aux effectifs étudiants

« Si l'on considère les tendances de financement isolément, on ne voit qu'une partie du tableau. L'évolution des effectifs étudiants est cruciale pour mieux appréhender les différents systèmes d'enseignement supérieur », indique le rapport qui distingue deux types de systèmes, à financement croissant et décroissant.

Systèmes d'enseignement supérieur dont le financement augmente

- Six pays pour lesquels l'augmentation du financement peut être qualifiée de « durable », c'est-à-dire supérieure à la croissance des effectifs étudiants : Luxembourg, Suisse, Autriche, Norvège, Suède, Pologne.
- Huit systèmes pour lesquels « la pression démographique n'est pas satisfaite par des investissements suffisants » : Turquie, Allemagne, Belgique francophone, Flandre, Pays-Bas, Portugal, France.

Systèmes d'enseignement supérieur dont le financement diminue

- Sept pays pour lesquels le financement des universités a diminué en 2016 par rapport à 2008 alors que le nombre d'étudiants a augmenté, sont considérés comme « en danger », selon le rapport : Croatie, Islande, Écosse, Irlande du Nord, Irlande, Grèce, Angleterre.
- 12 pays pour lesquels le financement des universités et le nombre d'étudiants ont diminué en 2016 par rapport à 2008, sont considérés « en régression » : Finlande, Slovaquie, Slovénie, Italie, Esto-

nie, République Tchèque, Espagne, Serbie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pays de Galles.

Financement public des universités et croissance du PIB

« Outre l'évolution des effectifs étudiants, il faut également tenir compte, pour évaluer sur le long terme le financement public des universités, de la capacité d'investissement du pays. La prise en compte de la croissance du PIB permet ainsi d'identifier quelques tendances générales sur la période 2008-2016 », indique le rapport.

- Le premier groupe désigne les pays « les plus engagés », qui augmentent leur investissement dans les universités publiques à un niveau plus important que la croissance économique : Autriche, Allemagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Turquie.
- Le deuxième groupe inclut la France et la Suède pour lesquelles « il semble y avoir une marge de manœuvre inutilisée, les investissements restant inférieurs à la croissance du PIB sur la période ».
- Le troisième groupe de pays désigne les pays pour lesquels « le financement des universités baisse, malgré une croissance globalement positive du PIB » : Finlande, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lituanie, Lettonie, Serbie, Slovénie, Slovaquie, Royaume-Uni. « Bien que la situation soit extrêmement complexe au niveau national, il s'agit là d'un signal d'alerte pour les pays qui risquent de passer à côté d'une étape indispensable pour le renforcement de leur économie de la connaissance », souligne le rapport.
- Le dernier groupe rassemble des pays caractérisés par « des compressions budgétaires et un véritable déclin économique » : Hongrie, Chypre, Espagne, Grèce.

Europe : évolution du financement public de l'ESR par pays (EUA Public Funding Observatory 2017)

Ce tableau compare le financement public de l'ESR par pays et montre son évolution de 2014 à 2017.

Pays	Montant du budget 2015 (M€)	Part du budget dans le PIB (2015)	Montant du budget 2016 (M€)	Montant du budget 2017 (M€)	Evolution 2016-2017
Espagne	7 450	0,69 %	7 650	7 596	-1 %
Turquie	5 649	0,85 %	7 206	6 447	-11 %
Suède	6 021	1,35 %	6 075	5 896	-3 %
Royaume-Uni	9 832	0,38 %	9 636	5 428	-44 %
Pays-Bas	3 561	0,53 %	3 573	3 934	10 %
RU - Angleterre			3 838	3 755	-2 %
Pologne	3 511	0,82 %	3 501	3 739	7 %
Norvège	3 314	0,95 %	3 499	3 645	4 %
Autriche	2 470	0,73 %	2 699	2 699	0 %
Belgique flamande	2 185	0,91 %	2 181	2 432	12 %
RU - Ecosse			1 564	1 572	1 %
Irlande	988	0,39 %	960	1 015	6 %
République tchèque	794	0,48 %	753	817	9 %
Hongrie	560	0,51 %	563	753	34 %
Portugal	690	0,38 %	702	736	5 %
Belgique francophone	654	0,68 %	665	699	5 %
Slovaquie	449	0,58 %	451	475	5 %
Croatie	367	0,84 %	391	408	4 %
Lituanie	181	0,49 %	187	208	11 %
Islande	135	0,90 %	145	198	37 %
RU - Pays de Galles			130	113	-13 %
Chypre				71	
Danemark	3 074	1,15 %	3 109		
Lettonie	132	0,54 %	133		
Allemagne	28 700	0,95 %	30 000		
Finlande	2 323	1,11 %			
Italie	6 923	0,42 %	6 921		
Estonie	228	1,13 %			
Grèce	117	0,07 %	98		
Serbie	194	0,59 %	193		
Luxembourg	179	0,34 %	200		
Slovénie	342	0,89 %	312		

Pays	Montant du budget 2015 (M€)	Part du budget dans le PIB (2015)	Montant du budget 2016 (M€)	Montant du budget 2017 (M€)	Evolution 2016-2017
France	23 700	1,09 %	24 010		

Note : Les données de tous les pays ne sont pas accessibles pour 2017. A partir de 2017, il intègre Chypre et propose pour le RU de décomposer en quatre sous-ensembles (Angleterre, Ecosse, Pays de Galles, Irlande du Nord).

Sources : EUA

« La reprise au niveau européen reste lente »

« L'année 2012 semble être la plus difficile pour les universités européennes. Après 2012, un certain degré de reprise budgétaire a été observé, de plus en plus de pays ayant commencé à réinvestir dans leurs universités, notamment l'Islande, la Lituanie, et la Hongrie », indique le rapport.

« Toutefois, la reprise au niveau européen reste lente et de nombreux systèmes universitaires européens fonctionnent encore avec un financement inférieur à celui de 2008 ».

« Deux éléments importants sont l'enracinement des mesures d'austérité et les coupes budgétaires à long terme, avec une capacité limitée des pouvoirs publics à rétablir les niveaux de financement et à réinvestir dans les universités ; et deuxièmement, le fossé durable qui pèse sur l'Europe et empêche le développement harmonieux et le renforcement de l'European Higher Education and Research Area (Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche), ainsi que, plus largement, celui des économies de la connaissance ».



Le tableau de bord pour la France

Évolution à long terme des effectifs du personnel universitaire

« Les pressions financières et démographiques se répercutent sur le ratio étudiants/personnel universitaire (...) La situation est particulièrement difficile pour les universités irlandaises et nord-irlandaises qui ont connu une augmentation du nombre des étudiants, mais qui ont dû réduire leur personnel. Inversement, les universités hongroises, polonaises et slovènes ont réussi à augmenter les personnels malgré la diminution de leur population étudiante », précise le rapport.

Évolutions des effectifs du personnel et du financement public des universités

« Si la France, l'Italie et la Suède affichent des augmentations et des diminutions des effectifs du personnel qui sont plus conformes aux augmentations et aux diminutions du financement public, la situation semble plus complexe pour d'autres pays », indique le rapport.

- Certains pays investissent dans leur personnel à un taux plus élevé que la croissance du financement public : la Flandre, la Croatie, le Danemark et les Pays-Bas. D'autres, comme la Hongrie et la Slovaquie, ont augmenté leur personnel dans un contexte de réduction globale du financement. Dans certains cas, le financement est centré sur le personnel académique (Flandre, Danemark, Pays-Bas et Suède), tandis que dans d'autres cas, la croissance concerne essentiellement le personnel administratif (Hongrie et Slovaquie).
- En Autriche, les universités ont augmenté leurs investissements dans le personnel administratif, tandis que la Croatie et la Norvège affichent une croissance similaire pour les deux catégories de personnel.

- La Pologne est le seul pays à montrer une relative stabilité des effectifs du personnel alors que le financement public a augmenté, dans un contexte global de réduction des effectifs étudiants.

Investissements publics dans les universités en 2017 (en termes nominaux)

Les chiffres du financement pour 2017 ne sont disponibles que pour 21 des 34 pays de l'échantillon.

- 15 pays ont augmenté le financement des universités de plus de 1 % en 2017. La plus forte croissance en termes nominaux par rapport à 2016 est enregistrée en Hongrie (29,6 %) et en Islande (11,1 %).
- Dans quatre pays, les évolutions du financement sont dans la fourchette de -1 % à 1 % : Autriche, Chypre, Lituanie, Écosse.

Évolution du financement public des universités en 2015-2016 (en termes réels)

« L'ajustement des données de 2016 sur le taux d'inflation complète l'analyse des tendances de financement à court terme », précise le rapport.

- En 2015-2016, les investissements les plus importants en termes réels ont été réalisés en Turquie (18 %), en Autriche (8 %), au Luxembourg (8 %), en Croatie (7 %) et en Islande (7 %).
- Les réductions budgétaires les plus importantes concernent la Grèce (-6 %), la Slovénie (-9 %) et la République tchèque (-6 %).
- Dans les autres pays, les changements ont été moins marqués.

Évolutions à court terme : « la reprise demeure encore assez fragile »

Plusieurs tendances régionales et nationales en matière de financement des universités sont identifiées à court terme :

- Certains signes de reprise de l'investissement public dans les universités peuvent être observés en Europe du Nord et en Europe centrale, puisque « toutes les économies des États membres de l'UE devraient croître en 2016, 2017 et 2018 ». La reprise est marquée par d'importantes fluctuations d'une année à l'autre et « demeure encore assez fragile ». Davantage d'efforts de financement sont nécessaires « pour atténuer les effets des réductions précédentes et maintenir cette tendance positive », souligne le rapport.
- « Des petits pas en avant » sont faits en Scandinavie, ainsi qu'en Belgique, en France et aux Pays-Bas, qui semblent « reprendre le chemin de l'investissement après quelques années de faible croissance négative ou plate ».
- En Autriche, en Allemagne, au Luxembourg et en Suisse, on observe une augmentation continue du financement des universités « qui correspond à / ou dépasse la croissance annuelle moyenne du financement public des universités ».
- Dans certains pays des Balkans et d'Europe centrale, ainsi qu'en Irlande et en Espagne, un déclin « aggravé » du financement public des universités est observé.
- La Turquie est confrontée au défi de la massification de l'enseignement supérieur, ce qui a conduit récemment à des augmentations « à grande échelle » du financement des universités.

European University Association



• Rôle : représente les universités et les conférences nationales des présidents d'université

- Création : 2001
- Composition : 850 membres issus de 47 pays
- Président : Rolf Tarrach, University of Luxembourg
- Vice-présidents :
 - David Drewry, University of Hull
 - Martine Rahier, University of Neuchâtel
- Secrétaire générale : Lesley Wilson

Fiche n° 3696, créée le 26/11/15 à 02:48

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »